

Art. 22. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Eupen, 28 juni 1995.

De Minister-President,
Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid,
Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme
J. MARAITE
De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden
K.-H. LAMBERTZ
De Minister van Onderwijs, Cultuur, Wetenschappelijk Onderzoek,
Monumenten en Landschappen
W. SCHRÖDER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 97 — 337

[C - 97/27093]

**23 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du 21 janvier 1993 relatif au programme d'investissements
et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 2, 3°, modifié par le décret du 26 novembre 1992;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1993 de l'Exécutif régional wallon relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 décembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 1996;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de faire coïncider l'entrée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 21 janvier 1993 relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transport publics avec la date de mise en œuvre des contrats de gestion, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 1996, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 janvier 1993 relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Peuvent être subventionnés, les investissements relatifs aux travaux d'infrastructure suivants :

1° l'aménagement et l'équipement de sites propres réservés aux véhicules de transport en commun tant en surface qu'en sous-sol;

2° l'aménagement et l'équipement de points d'arrêt, de parcs relais et de gares routières ou de correspondance;

3° le placement d'abris pour voyageurs;

4° l'aménagement et l'équipement des installations fixes ou mobiles nécessaires à la réalisation et à l'exploitation d'un réseau de métro;

5° le gros entretien des sites et installations précités;

6° les projets de démonstration nécessaires à l'expérimentation de nouveaux modes de transport;

7° le démontage d'équipements et la démolition d'infrastructures qui ne sont plus utiles à l'exploitation ainsi que la remise en état des lieux;

8° le déplacement des câbles et canalisations rendus nécessaires à l'occasion des travaux précités;

9° l'entretien des ouvrages inexploités.

Pour la subvention des investissements relatifs aux travaux d'infrastructure visés à l'alinéa 1^{er}, peuvent également être pris en considération :

1° les acquisitions immobilières nécessaires à leur réalisation;

2° les études conceptuelles nécessaires à la modernisation et à l'amélioration des réseaux de transport public des personnes;

3° les révisions de prix dues par le maître de l'ouvrage, conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles applicables en la matière;

4° les travaux exécutés au-delà des quantités présumées figurant dans les postes à bordereau de prix, dans la mesure où, sauf circonstance raisonnablement imprévisible, la valeur de ces travaux n'excède pas 10 % du montant total du marché hors TVA;

5° les travaux commandés, conformément à l'article 42 du cahier général des charges des marchés publics et des concessions de travaux publics;

6° les frais spécifiques générés par des prestations de tiers, notamment les campagnes géologiques et géotechniques, les honoraires d'auteurs de projet, les frais d'adjudication, de surveillance, de réception des matériaux, les frais relatifs aux assurances à l'exclusion de celles couvrant la responsabilité des entreprises, les frais d'actes authentiques et des géomètres experts, l'ensemble de ces frais étant toutefois limité à 10 % du montant total des travaux à subventionner conformément au présent article;

7° les travaux nécessités par des circonstances extraordinaires et imprévisibles;

8° les frais résultant de la défaillance de l'adjudicataire, pour autant qu'ils ne puissent être récupérés à charge de celui-ci;

9° les dommages-intérêts dus aux adjudicataires pour autant qu'ils ne trouvent pas leur origine dans un fait imputable à la Société régionale;

10° la TVA non récupérable et d'une manière générale toute imposition qui grève les dépenses à subventionner, telles qu'elles sont définies au présent article;

11° les intérêts de retard afférents à des engagements budgétaires antérieurs au 1^{er} janvier 1993. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Chaque année, pour le 15 mai, la Société régionale soumet à l'approbation du Ministre un programme d'investissements pluriannuel en matière d'infrastructure de transports publics reprenant l'ensemble des projets d'investissements subsidiés envisagés pendant les quatre années suivantes.

Chaque projet fait l'objet d'un dossier comprenant une présentation globale, l'étude financière, l'échéancier de réalisation, la programmation des marchés nécessaires à celle-ci, la programmation financière des engagements et des paiements.

Le programme pluriannuel accompagné de la programmation financière des engagements et des paiements est revu et adapté chaque année par le Ministre après avis de la Société régionale. »

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Sur base des notices descriptives et du programme pluriannuel, la Société régionale soumet au Ministre au plus tard le 15 mai de chaque année le programme annuel des marchés à subventionner au cours de l'exercice budgétaire suivant. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Toutefois, les marchés notifiés avant le 1^{er} janvier 1997 restent soumis aux dispositions réglementaires applicables avant cette date.

Art. 5. Le Ministre ayant les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 97 — 337.

[C - 97/27093]

23. JANUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 21. Januar 1993 über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse für die Infrastruktur der öffentlichen Verkehrsbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 2, 3°, abgeändert durch das Dekret vom 26. November 1992;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Januar 1993 über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse für die Infrastruktur der öffentlichen Verkehrsbetriebe;

Aufgrund des am 2. Dezember 1996, abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. Dezember 1996, abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet ist, das Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 21. Januar 1993 über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse für die Infrastruktur der öffentlichen Verkehrsbetriebe mit dem Datum der Durchführung der Geschäftsführungsverträge, d.h. dem 1. Januar 1997, zusammenfallen zu lassen;

Aufgrund des am 18. Dezember 1996 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Januar 1993 über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse für die Infrastruktur der öffentlichen Verkehrsbetriebe wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 2 - Zuschüsse können für die Investitionen bezüglich der folgenden Infrastrukturarbeiten gewährt werden :

1° das Anlegen und die Ausstattung an der Oberfläche sowie im Untergrund von besonderen Stätten, die für die Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs vorbehalten sind;

2° das Anlegen und die Ausstattung von Haltestellen, Relaisparks und Bus- oder Anschlußbahnhöfen;

3° der Bau von Wartehallen für die Reisenden;

4° das Anlegen und die Ausstattung von festen oder mobilen Installationen, die für die Verwirklichung und den Betrieb eines U-Bahnnetzes notwendig sind;

5° die große Instandhaltung der vorerwähnten Stätten und Installationen;

6° die Demonstrationsprojekte, die für die Experimentierung neuer Transportmittel erforderlich sind;

7° der Abbau von Ausrüstungen und der Abbruch von Infrastrukturen, die für den Betrieb nicht mehr nützlich sind, und die Wiederinstandsetzung der Stätten;

8° das Umlegen der Kabel und Rohrleitungen, die bei den vorerwähnten Arbeiten notwendig geworden sind;

9° die Instandhaltung der nicht genutzten Bauten.

Für die Bezuschußung der Investitionen in bezug auf in Absatz 1 erwähnte Infrastrukturarbeiten kann auch das folgende berücksichtigt werden:

1° die für ihre Durchführung notwendigen Immobilienanschaffungen;

2° die Konzeptstudien, die für die Modernisierung und die Verbesserung der öffentlichen Personenverkehrsnetze notwendig sind;

3° die Preisanpassungen, die der Bauherr gemäß den in diesem Bereich anwendbaren gesetzlichen, verordnungsmäßigen und vertraglichen Bestimmungen vornehmen muß;

4° die Arbeiten, die über die in den Posten der Preisauflistung vorgesehenen Quantitäten hinaus ausgeführt worden sind, sofern der Wert dieser Arbeiten 10 % des totalen Betrags des Auftrags ohne Mehrwertsteuer nicht übersteigt, außer in vernünftigerweise als unvorhersehbar zu betrachtenden Umständen;

5° die gemäß Artikel 42 des allgemeinen Lastenheftes für öffentliche Aufträge und Konzessionen öffentlicher Arbeiten bestellten Leistungen;

6° die sich aus Leistungen Dritter ergebenden spezifischen Kosten, insbesondere die Lasten der geologischen und geotechnischen Studien, die Honorare der Projektautoren, die Ausschreibungs- und Überwachungskosten, die Kosten für die Abnahme von Werkstoffen, die mit Versicherungen verbundenen Kosten, mit Ausnahme der Kosten der die Betriebshaftung deckenden Versicherungen, die Kosten bezüglich der beglaubigten Urkunden sowie der Landmesser-Sachverständigen. Diese gesamten Kosten dürfen jedoch 10 % des gesamten Betrags der gemäß vorliegendem Artikel zu bezuschußenden Arbeiten nicht übersteigen;

7° die infolge außergewöhnlicher und unvorhersehbarer Umstände erforderlichen Arbeiten;

8° die Kosten, die sich aus dem Versagen des Auftragnehmers ergeben, sofern sie nicht zu Lasten des Auftragnehmers gehen können;

9° die den Auftragnehmern zu zahlenden Entschädigungen, sofern sie ihre Grundlage in keinem der regionalen Gesellschaft zuzuschreibenden Tatbestand liegt;

10° die nicht beitreibbare Mehrwertsteuer und im allgemeinen jede Besteuerung, die die zu bezuschußenden Ausgaben belastet, so wie sie in diesem Artikel bestimmt sind;

11° die Verzugszinsen, die mit vor dem 1. Januar 1993 eingegangenen Haushaltsausgabenverpflichtungen verbunden sind. »

Art. 2 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 5 - Die regionale Gesellschaft legt dem Minister jedes Jahr vor dem 15. Mai einen mehrjährigen Investitionsplan für die Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs zur Genehmigung vor. In diesem Plan werden alle in den nächsten vier Jahren erwägten bezuschußbaren Investitionsprojekte aufgeführt.

Jedes Projekt ist Gegenstand einer Akte, die eine globale Vorstellung, die finanzielle Studie, das Verwirklichungskalender, die Planung der für diese Verwirklichung notwendigen Aufträge sowie die finanzielle Planung der Ausgabenverpflichtungen und der Zahlungen enthält.

Der Mehrjahresplan mit der finanziellen Planung der Ausgabenverpflichtungen und der Zahlungen wird jährlich vom Minister nach Stellungnahme der regionalen Gesellschaft überprüft und angepaßt. »

Art. 3 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 7 - Auf der Grundlage der Beschreibungsnotizen und des Mehrjahresplanes legt die regionale Gesellschaft dem Minister spätestens am 15. Mai jedes Jahres den Jahresplan der im Laufe des nächsten Haushaltsjahres zu bezuschußenden Aufträge vor. »

Art. 4 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1997 wirksam.

Die vor dem 1. Januar 1997 notifizierten Aufträge bleiben jedoch den vor diesem Datum anwendbaren Verordnungsbestimmungen unterworfen.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 97 — 337

[C - 97/27093]

23 JANUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van 21 januari 1993 betreffende het investeringsprogramma
en de investeringstoelagen inzake openbare vervoerinfrastructuren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2, 3°, gewijzigd bij het decreet van 26 november 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 januari 1993 betreffende het investeringsprogramma en de investeringstoelagen inzake openbare vervoerinfrastructuren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 december 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de noodzaak om de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 21 januari 1993 betreffende het investeringsprogramma en de investeringstoelagen inzake openbare vervoerinfrastructuren te doen samenvallen met de datum waarop de beheerscontracten worden uitgevoerd, te weten 1 januari 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 december 1996, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 januari 1993 betreffende het investeringsprogramma en de investeringstoelagen inzake openbare vervoerinfrastructuren wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 2. Er kunnen toelagen worden verleend voor investeringen i.v.m. de volgende infrastructuurwerken :

- 1° de aanleg en de uitrusting van zowel bovengrondse als ondergrondse eigen banen voor het openbaar vervoer;
 - 2° de inrichting en de uitrusting van haltes, pleisterparken en autobus- of overstapstations;
 - 3° de plaatsing van wachthuisjes;
 - 4° de bouw en de uitrusting van vaste of mobiele installaties voor de aanleg en de exploitatie van een metronet;
 - 5° het grote onderhoud van bovenbedoelde banen en installaties;
 - 6° demonstratieprojecten die nodig zijn voor het testen van nieuwe vervoermiddelen;
 - 7° de ontmanteling van uitrustingen en de afbraak van infrastructuren die niet meer nuttig zijn voor de exploitatie, alsook het herstel van de plaats;
 - 8° de verplaatsing van de kabels en leidingen die nodig zijn voor bovenbedoelde werken;
 - 9° het onderhoud van de niet geëxploiteerde werken.
- Wat de bovenvermelde investeringen betreft, kunnen eveneens toelagen worden verleend voor :
- 1° de aankoop van de onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken;
 - 2° de conceptuele studies die nodig zijn voor de modernisering en de verbetering van de netten voor openbaar vervoer;
 - 3° de prijsherzieningen die de opdrachtgever verplicht moet uitvoeren, overeenkomstig de wettelijke, reglementaire en contractuele voorschriften terzake;

4° de werken die uitgevoerd worden boven de vooropgestelde hoeveelheden die voorkomen in de posten waarvoor prijsbordersellen bestaan, voor zover de waarde van deze werken niet hoger ligt dan 10 % van het totaalbedrag van de opdracht, exclusief B.T.W., en behalve redelijkerwijs onvoorspelbare omstandigheden;

5° de werken die besteld zijn overeenkomstig artikel 42 van de algemene aannemingsvoorwaarden van overheidsopdrachten en de concessie voor de uitvoering van openbare werken;

6° de specifieke kosten die verbonden zijn aan prestaties van derden, met name geologische en geotechnische studies, de erelonen van de ontwerpers, de aanbestedingskosten, het toezicht en de oplevering van de materialen, de verzekeringskosten, met uitzondering van degene die de verantwoordelijkheid van de ondernemingen dekken, de kosten van authentieke aktes en van de landmeters-experts, rekening houdende met het feit dat het geheel van deze kosten echter beperkt is tot 10 % van het totaalbedrag van de overeenkomstig dit artikel te subsidiëren werken;

7° de wegens uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden uit te voeren werken;

8° de kosten die verbonden zijn aan het faillissement van de opdrachtnemer, voor zover ze hem niet in rekening kunnen worden gebracht;

9° de aan de aannemers verschuldigde schadevergoeding, voor zover ze haar oorsprong niet vindt in een daad van de Gewestelijke maatschappij;

10° de niet invorderbare B.T.W. en, in het algemeen, elke belastingheffing die de in dit besluit bedoelde te subsidiëren uitgaven bezwaart;

11° de moratoire rente i.v.m. budgettaire verbintenissen van vóór 1 januari 1993. »

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 5. De Gewestelijke maatschappij legt jaarlijks vóór 15 mei een meerjarig investeringsprogramma inzake infrastructuur van het openbaar vervoer ter goedkeuring voor aan de Minister, waarin de subsidiabele investeringsontwerpen voor de vier volgende jaren voorkomen.

Voor elk ontwerp wordt een dossier met de volgende gegevens aangelegd : een algemeen overzicht, een financiële studie, een uitvoeringsplanning, de programmering van de opdrachten die nodig zijn voor de uitvoering ervan en de financiële programmering van de verbintenissen en betalingen.

Het meerjarige programma wordt, samen met de financiële programmering van de verbintenissen en betalingen, jaarlijks door de Minister herzien en aangepast, na advies van de Gewestelijke maatschappij. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 7. Op grond van de beschrijvende teksten en van het meerjarige programma legt de Gewestelijke maatschappij uiterlijk 15 mei van elk jaar het jaarlijkse programma van de voor het volgende begrotingsjaar te subsidiëren opdrachten ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

De vóór 1 januari 1997 bekendgemaakte opdrachten blijven echter onderworpen aan de verordeningsbepalingen die vóór die datum toepasselijk waren.

Art. 5. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE - BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 - 338

[S - C - 96/31471]

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Région de Bruxelles-Capitale et affecté provisoirement à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 40, 79bis et 80bis;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la Province de Brabant vers la Province du Brabant wallon, la Province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les commissions communautaires visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, notamment les articles 8, 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 1995 réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Région de Bruxelles-Capitale.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances émis le 1^{er} juillet 1996;

Vu le protocole n° 96/16 du 4 septembre 1996 du Comité de secteur XV;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Attendu la nécessité de créer d'urgence un service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'environnement;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 - 338

[S - C - 96/31471]

24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ter tijdelijke regeling van de situatie van het personeel van de Provincie Brabant overgeheveld naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en voorlopig ingedeeld bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikelen 40, 79bis en 80bis;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling zonder schadeloosstelling van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale overheid, inzonderheid op de artikelen 8, 9 en 10;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 1995 ter tijdelijke regeling van de situatie van het personeel van de Provincie Brabant overgeheveld naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën uitgebracht op 1 juli 1996;

Gelet op het protocol nr 96/16 van 4 september 1996 van het Sectorcomité XV;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is een dienst voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer op te richten;